

Bonobo Conservation Challenges Working Groups — Groupe de travail n°1

Méthodes et mécanismes pour l'amélioration de la coordination et la collaboration entre ceux travaillant à la conservation du Bonobo

Rapport final — José Kalpers — Décembre 2010

1. Introduction

En avril 2009, le SGS (Section des grands singes du Groupe des spécialistes des primates de l'UICN/CSE) a tenu une réunion de trois jours à Arlington, USA. L'une des tâches immédiates de cette réunion fut de définir des termes d'engagement pour les partenaires actifs dans le domaine de la conservation du Bonobo. Des objectifs à plus long terme comprenaient notamment le développement d'une infrastructure de communication interne (réponse rapide; dissémination des activités et des activités de recherche) et la mise en place d'un ombudsman pour la résolution des conflits. Le groupe de travail n°1 était en fait chargé de poursuivre ces discussions.

Ce rapport décrit de façon succincte les activités entreprises par ce groupe de travail, dresse un bref bilan de la thématique de la communication-coordination-collaboration et propose quelques pistes de solutions pour l'avenir. Les éléments développés dans ce document devraient servir de point de départ, ou en tout cas de contribution constructive, aux débats qui seront menés dans le cadre du futur atelier de planification stratégique sur le Bonobo, prévu pour janvier 2011.

Le succès du futur plan d'action pour le Bonobo dépendra non seulement des volets techniques qui le constitueront (analyse des menaces, état des populations, stratégies, etc.), mais probablement aussi et surtout de la volonté et de la capacité des partenaires à communiquer, se coordonner et collaborer pour mener à bien un programme qui sera sans aucun doute ambitieux.

2. Activités du Groupe 1 (Mars-Octobre 2010)

Dans la foulée de la table ronde tenue en mars 2010, le Groupe 1 a été formé et s'est physiquement réuni à Kinshasa le 27 mars 2010. Au total, 14 personnes ont été inscrites à ce Groupe. Le facilitateur, José Kalpers, a mis en place un "Google Group" auquel ont été inscrits les membres du Groupe 1. Ce système permet les échanges d'informations grâce notamment aux messages envoyés par email, disponibles également sur le site web du Groupe. L'annexe 1 reprend la composition du groupe avec la liste des membres inscrits.

Lors de la réunion physique du Groupe à Kinshasa, les membres décidèrent de ne pas aborder la problématique de la coopération et collaboration de façon frontale, mais plutôt au travers d'une communication préliminaire sur des thèmes qui représentent des défis communs à toutes les organisations et tous les projets impliqués dans la conservation du Bonobo. La thématique de la viande de brousse, en particulier du Bonobo, fut ainsi choisie de façon unanime comme premier sujet d'échange par le groupe de travail (voir Annexe 2 avec compte-rendu de la réunion).

Trois tâches, initiales et spécifiques, avaient été décidées de commun accord par le groupe: 1) discuter et valider le draft des "Termes d'engagement" qui avait été produit peu après la

réunion d'Arlington; 2) localiser et distribuer au groupe la stratégie nationale sur la viande de brousse pour la RDC, et; 3) pour chaque projet ou organisation, compiler les informations respectives sur la viande de brousse, et les mettre à la disposition du groupe.

Les deux premières tâches ont été finalisées après environ deux semaines. L'annexe 3 présente le draft des "Termes d'engagement" tel que finalisé par le groupe. L'annexe 4 comprend la stratégie nationale sur la viande de brousse pour la RDC.

Concernant la troisième tâche préliminaire, les projets et organisations TL2, AWELY, Lukuru, MPI et Lola ya Bonobo ont contribué des informations sur leurs sites respectifs, et ces éléments feront l'objet d'une compilation spécifique sur cette thématique. Par ailleurs, le WWF a fourni une liste de références contenant des informations pertinentes sur la viande de brousse, sans toutefois mettre les documents à la disposition du groupe. Malgré de nombreux rappels diffusés sur le site, ou communiqués directement par courriels, appels téléphoniques ou par Skype, les autres organisations et projets n'ont pas partagé les informations concernant leurs propres sites.

3. Analyse de la problématique du Groupe 1

Combinée aux différentes analyses menées depuis 2-3 ans, l'expérience du groupe 1, au cours des quelques mois où il a été actif, permet de tirer un certain nombre d'enseignements et de formuler quelques recommandations pour la suite.

3.1 Défis et difficultés

Même si le niveau de communication et de dialogue entre les différents partenaires a de façon générale évolué de façon positive au cours des 2-3 dernières années, il faut également reconnaître que **l'intensité de cette évolution a été relativement lente**. Les différentes tables-rondes ou autres réunions physiques (telle celle d'Arlington en 2009) sont trop espacées, et les outils de communication électronique mis en place (liste électronique ou Google Groups) n'ont pas encore réussi à impulser un dialogue soutenu, point de passage obligé pour une conversion vers la coordination ou la collaboration entre les différents partenaires.

Les difficultés observées sont de plusieurs ordres, et les principales sont les suivantes:

- Manque de disponibilité pour les communications diverses
- Manque général d'engagement des parties prenantes
- Limitations des partenaires gouvernementaux
- Limitations des outils de communication via des moyens électroniques et sur base volontaire

3.1.1 Manque de disponibilité

La plupart des initiatives de conservation (projets ou organisations) impliquées dans la conservation des Bonobo font le plus souvent face à de multiples pressions: programmes ambitieux de mise en œuvre d'activités de conservation à de multiples niveaux (application de la loi, conservation communautaire, suivi écologique, formations, tourisme, administration et finances, etc.); multiples bailleurs auxquels il faut rendre des comptes; obstacles logistiques de toutes sortes pour exécuter les projets; écueils politiques et administratifs, etc. Dans un souci de rationalisation des ressources et de contrôle des coûts, ces défis techniques de mise en œuvre sont souvent aggravés par un déficit en personnel, lequel doit alors assumer de très

nombreuses tâches. Cette situation amène comme conséquence naturelle un certain repli sur soi de la plupart des initiatives de conservation: la préoccupation majeure est bel et bien d'exécuter le programme dévolu dans tous ses détails, et tous les moyens sont mobilisés pour parvenir à cet objectif.

Dans un tel contexte, il est presque logique de mettre la communication extérieure ou la coordination avec des tierces parties au second plan. Les **impératifs de disponibilité** et les contraintes de temps représentent alors un défi majeur à s'ouvrir vers l'extérieur ou à rechercher d'éventuelles synergies avec d'autres partenaires.

3.1.2 Manque général d'engagement de certaines parties prenantes

Les comptes-rendus des diverses réunions des dernières années mentionnent un certain nombre de tensions, voire de conflits, qui ont surgi entre certains partenaires. L'origine de ces tensions n'est pas toujours très claire, et peut d'ailleurs remonter au départ à un déficit en matière de communication, mais il est indéniable qu'un **climat de conflit ou de tension** n'est jamais propice à améliorer l'échange d'information ou le dialogue. Il s'instaure alors une véritable réticence, volontaire ou inconsciente, à communiquer ou à engager les autres partenaires de façon totalement transparente.

Il est clair que ce genre de cercle vicieux peut facilement se transformer en blocage dans la communication, et l'engagement de certaines parties prenantes s'en trouve gravement perturbé, avec des risques supplémentaires d'isolement ou d'ostracisme.

3.1.3 Limitations des partenaires gouvernementaux

Idéalement, tout dialogue portant sur la thématique de la conservation du Bonobo devrait impliquer les autorités nationales, en particulier l'ICCN qui détient le mandat officiel de gérer les aires protégées de la RDC. Il faut cependant constater que l'ICCN n'a pas toujours été engagé dans les discussions regroupant les autres partenaires au cours des dernières années. Cette constatation peut s'expliquer à partir de deux facteurs différents: d'une part les partenaires cherchaient à harmoniser leurs points de vue parfois divergents avant d'engager l'ICCN, et d'autre part l'ICCN n'a pas toujours eu la possibilité de disposer des capacités nécessaires pour s'impliquer dans le dialogue et ou recherche de solutions.

Depuis peu, le Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme (MECNT) essaie de s'engager davantage dans le domaine de la conservation, en vertu de son mandat politique en la matière. Malgré cette volonté affichée, **le manque de capacités techniques** et de ressources humaines adéquates ne permet pas toujours de répondre aux ambitions d'engagement. On remarque également à l'occasion **une certaine confusion** entre les deux entités gouvernementales (ICCN et MECNT), ce qui n'est guère propice à améliorer la communication entre les différentes parties prenantes. La future nouvelle loi sur la conservation de la nature, actuellement débattue à l'Assemblée Nationale, devrait en principe clarifier la situation et définir des mandats plus robustes pour les autorités nationales respectives.

3.1.4 Limitations de la communication via moyens électroniques et sur base volontaire

Plusieurs mécanismes de communication existent déjà: CoCoBo, ListServe, différents Google Groups, sans compter les réunions physiques qui sont tenues presque chaque année ou les communications bilatérales entre certains des partenaires. Même si des progrès significatifs ont été enregistrés en la matière, **les flux d'informations restent irréguliers et sporadiques**,

ils dépendent entièrement de la bonne volonté et de la disponibilité des parties prenantes, et s'organisent sur une base entièrement volontaire et informelle. En d'autres termes, il n'existe aucune "obligation" de partager l'information, ni aucune structure formelle de communication, et encore moins de plateforme de coordination ou de collaboration.

L'exemple du Google Group mis en place pour la communication du Groupe 1 (Communication, Coordination et Collaboration) illustre particulièrement bien cette observation: alors qu'il avait été décidé de commun accord, lors de la réunion physique tenue à Kinshasa en mars 2010, d'avoir un échange intensif d'informations sur le thème de la viande de brousse, seuls quelques partenaires ont effectivement contribué aux discussions. L'élan affiché lors de la réunion physique s'est rapidement effrité dès qu'il s'est agi de poursuivre les débats de façon électronique, malgré de nombreux rappels adressés aux parties concernées.

3.2 Opportunités

Plusieurs aspects, qu'il s'agisse d'événements récents ou de concours de circonstances, constituent autant d'axes potentiels de solutions qui permettrait d'asseoir un cadre de communication et de coordination à plus ou moins long terme.

Tout d'abord, la **réforme institutionnelle de l'ICCN**, actuellement en cours, offre, en principe, l'espoir d'une plus grande capacité de gestion de l'Institut, tant au niveau technique qu'organisationnel. Un programme de coordination des opérations de conservation du Bonobo, à condition qu'il place l'ICCN réformé et ses partenaires gouvernementaux au cœur des débats, pourrait développer les capacités de l'Institut de façon significative, et aurait d'ailleurs des retombées dépassant le simple cadre de la conservation des grands singes.

Ensuite, depuis plus d'un an, la SGS a intensifié ses efforts en vue de développer une stratégie commune visant la conservation du Bonobo. Si la production d'un plan d'action pour la conservation du Bonobo représente l'objectif principal de la SGS, la préoccupation majeure du moment réside dans les perspectives de mise en œuvre d'un tel plan d'action. Celle-ci dépendra, dans sa très grande majorité, des capacités des parties prenantes à échanger leurs idées et informations, à définir et exécuter une vision commune, et éventuellement à collaborer directement sur des thématiques communes ou dans des régions géographiques partagées. La SGS est prête à assumer un rôle de facilitation dans ce sens, dans les limites du mandat qui lui est confié et des ressources mises à sa disposition. Par ailleurs, le **programme GRASP** présente également le potentiel d'agir dans le sens d'une meilleure intégration des différentes parties prenantes, qu'il s'agisse de la conservation du Bonobo ou d'autres grands singes.

Enfin, les **bailleurs de fonds en général**, dont certains financent plusieurs projets individuels de conservation du Bonobo, ont démontré un intérêt manifeste à une meilleure coordination entre partenaires, afin de maximiser l'impact de ces différentes initiatives.

4. Options et solutions

Les propositions de solutions qui suivent ne sont pas nécessairement exhaustives. Elles représentent à ce stade des pistes de réflexion qui pourraient aboutir à une meilleure coordination entre parties prenantes, et à terme une plus grande efficacité dans les efforts de conservation du Bonobo. Comme toute entreprise humaine, les solutions techniques ne remplaceront jamais la bonne volonté et l'esprit d'ouverture indispensables à la résolution de problèmes complexes impliquant un grand nombre de partenaires. En outre, la mise en œuvre de ces recommandations nécessitera des moyens humains et financiers plus ou moins

importants, en fonction des formules qui seront retenues.

Les propositions qui suivent abordent **les trois domaines croissants en complexité**, depuis le simple partage de l'information (ou communication) jusqu'à la collaboration, en passant par la coordination.

4.1 Mécanismes de partage de l'information et de coordination

S'agissant du simple **partage de l'information**, ou communication, une multitude de possibilités existent. Les moyens "passifs" de communication sont par exemple les listes électroniques de distribution (mailing list), déjà appliquées dans le contexte de la conservation du Bonobo, où les participants échangent de façon libre, non structurée et sans modération. Ces moyens sont très utiles pour diffuser l'information de la façon la plus large, mais offrent par contre peu de possibilités d'analyse et de synthèse de cette même information.

Un moyen beaucoup plus puissant réside dans la mise en place de bases de données, où sont centralisées les informations brutes mises à disposition par les partenaires. Une tierce partie, ou l'un des partenaires désigné de commun accord, s'occupe alors de cette centralisation mais également des synthèses et analyses diverses qui en découlent. Un exemple de ce type d'approche est illustré par le système/base de données/projet **A.P.E.S.**, développé sous l'égide de la CSE et du Max Planck Institute (MPI) et constituant un programme de surveillance des populations de grands singes en Afrique. Dans le cadre de la conservation du Bonobo, le programme A.P.E.S. a déjà commencé à récolter un maximum d'informations relatives à l'état de ses populations, ainsi qu'aux différentes initiatives qui ciblent sa protection. La recommandation serait d'encourager toutes les parties prenantes impliquées dans la conservation du Bonobo à embrasser ce programme sans ambiguïté, en y contribuant régulièrement des données et informations diverses, en toute transparence et en toute bonne foi. La base de données A.P.E.S., ou toute autre sous-base de données spécifique au Bonobo, devrait ainsi non seulement constituer une plateforme commune de communication, mais aussi et surtout un outil très précieux d'analyse de l'état de la population de Bonobo et de suivi-évaluation de ses programmes de conservation. Un tel système permettrait donc à l'ensemble des parties prenantes d'affiner leurs connaissances en la matière, et de mieux cibler les initiatives de conservation dans l'aire de répartition du Bonobo.

Concernant la **coordination** proprement dite d'activités de conservation, celle-ci ne pourra se faire qu'au travers d'un mécanisme formel à identifier de commun accord par toutes les parties prenantes. Il est en effet illusoire d'imaginer qu'un arrangement informel puisse avoir une quelconque efficacité vis-à-vis du volet coordination. A titre indicatif, plusieurs options sont envisageables, de façon individuelle, en combinaison ou de manière progressive:

- Mise en place d'une **cellule de coordination** sous la responsabilité, unique ou conjointe, de l'ICCN ou du MECNT: sorte de prolongation de la table-ronde Bonobo, cette cellule (ou secrétariat) regrouperait les forces vives en matière de conservation du Bonobo, et serait notamment chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre du futur plan de conservation du Bonobo. Des termes de référence précis, assortis d'un budget indicatif, devront être discutés au préalable.
- Nomination d'un **coordonnateur Bonobo à temps plein**, basé à Kinshasa et officiellement chargé par les autorités nationales d'assurer la liaison quotidienne et la coordination avec les programmes de terrain. Cette personne, qui disposerait d'un mandat fort, serait également responsable de la supervision de l'exécution du plan de

conservation, en assurant notamment le suivi-évaluation des indicateurs de performance et d'impact de ce plan. Cette option, assurément la plus coûteuse, devrait requérir une réflexion avancée entre les différents partenaires afin d'assurer la mise en place d'une cellule de coordination qui s'inscrive dans la durée.

- Mise en place d'un **comité de pilotage restreint**, avec représentation des différentes catégories de parties prenantes: gouvernement national, gouvernement provincial, bailleurs de fonds, ONGs internationales de conservation, ONGs locales, etc. Ce comité aurait un mandat plus robuste que le comité de coordination, et serait le prolongement direct du plan de conservation. Ses modalités de constitution et de fonctionnement prévoiraient par exemple que chaque catégorie de partenaires soit représentée au travers d'un système d'élection, ou qu'un sous-comité puisse épauler la structure pour les aspects plus techniques. Le programme A.P.E.S. serait directement lié à ce comité pour lui fournir les données et les analyses *ad hoc*.

D'autres formules sont possibles et mériteront une réflexion en temps opportun. Par exemple, l'idée de créer une coalition pour la conservation du Bonobo, à l'instar du Programme International de Conservation des Gorilles (PICG), pourrait être envisagée à titre de « vision commune » pour assurer une centralisation de toutes les étapes du processus de conservation. Avant d'en arriver là, il faudra cependant débiter par les aspects élémentaires du partage de l'information, en toute confiance et transparence, et de la coordination des activités critiques.

4.2 Axes potentiels de collaboration et de coopération

Lors de précédentes réunions, telles les tables-rondes de 2008 à 2010 ou encore la réunion d'Arlington, plusieurs thématiques spécifiques ont été proposées pour développer des collaborations entre partenaires. Ces thématiques représentent des domaines de préoccupation partagés par les différentes parties prenantes, pour lesquels la mise en commun de la réflexion et des activités proprement dites constituent une priorité.

- La problématique de la **viande de brousse**, en particulier celle ciblant le Bonobo, a fait l'objet d'une ébauche d'échange entre les membres du Groupe de travail 1, mais il reste encore de nombreuses étapes à parcourir. Le principe de ce thème repose d'abord sur la nécessité de comprendre l'étendue et les mécanismes du problème. Pour ce faire, il est indispensable de mettre en commun les informations existantes: tendances générales et locales des filières de braconnage et de commercialisation de la viande de brousse, particularités culturelles des différentes régions disposant de données, identification des acteurs impliqués dans ces filières, etc. Une analyse de ces paramètres, pour peu qu'ils soient largement partagés par les acteurs respectifs, permettrait sans aucun doute de dégager des pistes de solutions. Un rapport préliminaire des données récoltées par le Groupe 1 sera compilé par l'un des membres du Groupe (Dr. Terese Hart).
- Une autre thématique cruciale, découlant en partie de celle de la viande de brousse, est celle de la **sensibilisation à grande échelle**. Celle-ci devrait idéalement être menée en front commun par tous les partenaires, locaux ou internationaux, actifs dans l'aire de répartition du Bonobo. La première étape consisterait à identifier les groupes cibles (par exemple autorités nationales, provinciales et locales; autorités coutumières; forces armées; milieux scolaires; secteur privé; associations locales de base; etc.) et à développer des messages communs. La campagne de sensibilisation utiliserait alors les moyens de diffusion les plus appropriés en fonction des groupes cibles et des conditions locales.

- Le développement et l'adoption d'une **méthodologie commune de suivi-évaluation** représente un autre domaine essentiel où la collaboration et la coopération seront indispensables. Sans une telle méthodologie, il sera impossible de mesurer les progrès effectués sur le terrain, d'échanger de façon objective entre partenaires, ou encore de communiquer en termes clairs et précis avec les autres parties prenantes (autorités à tous niveaux, bailleurs de fonds, monde extérieur en général).

Il est certain que le prochain atelier qui rassemblera tous les acteurs impliqués dans la conservation du Bonobo, dressera un bilan de l'état d'avancement des divers programmes actifs dans la région et proposera un grand nombre d'autres pistes de collaboration. L'un des intérêts de ce genre d'échanges est de susciter l'émulation parmi les parties prenantes. Ainsi, des stratégies ou des projets exécutés par une organisation dans une région donnée pourraient très bien être repris et adaptés par d'autres organisations dans d'autres zones d'intervention, pour peu bien sûr que cela fasse l'objet d'une discussion préalable conjointe, où les intérêts de la cause du Bonobo passent avant tout esprit de propriété exclusive.

5. Conclusion

Après plusieurs années de débats passionnés, voire de conflits, la communauté de la conservation du Bonobo semble avoir maintenant compris les enjeux d'une meilleure intégration de ses programmes respectifs. Les différentes initiatives visant à rassembler les parties prenantes, organisées au cours des trois dernières années, ont identifié plus de raisons de communiquer, coordonner et collaborer, que de se diviser ou de s'isoler. Il existe donc une réelle opportunité de transformer cet élan en une vision commune assortie de moyens de mise en œuvre adéquats.

Le réel défi ne sera pas tant de définir cette vision commune ou un plan d'action, mais bien de s'assurer que les programmes qui seront identifiés par cet exercice soient bel et bien exécutés sur le terrain, et de préférence au travers d'une coordination et d'une collaboration robustes entre les acteurs. Il faudra en particulier surveiller la tendance naturelle, observée dans le cas des précédentes tentatives de rassembler les partenaires actifs dans la conservation du Bonobo comme dans d'autres cas, de proposer des programmes trop ambitieux qui ne seront en définitive pas appliqués. Il est certainement préférable de prévoir une approche progressive, par étapes, qui permette à la fois de mener à une véritable vision tout en respectant les contraintes liées aux ressources humaines et matérielles.

Le principal défi du futur atelier de planification stratégique de janvier 2011 sera donc bel et bien de parvenir à un équilibre entre d'une part les ambitions techniques des différents programmes qui seront définis, et d'autre part les contraintes imposées par la réalité. Une approche progressive et par phases sera probablement préférable, en tout cas pour la mise en place de structures et de mécanismes de communication/coordination/collaboration.

6. Annexes

1. Composition du Groupe 1
2. Compte-rendu de la réunion du Groupe 1, tenue à Kinshasa le 27 mars 2010
3. Draft des "Terms of engagement"
4. Stratégie nationale sur la viande de brousse pour la RDC

ANNEXE 1

*Groupe de travail n°1
Méthodes et mécanismes pour l'amélioration de la coordination et la collaboration
entre ceux travaillant à la conservation du Bonobo*

Liste des membres et contacts

Prénom et Nom	Organisation	Adresse email	Téléphones	Skype
José KALPERS	Group leader (Primate Specialist Group)	jkalpers@gmail.com	+254737576232 +243810860198	silverback21
Christine TAM	WWF	cbtam@yahoo.com	+243815182927 +243998913773	christinebtam
Benoît KISUKI	CI	benoitkisuki@gmail.com	+243813813778	benoitkisukimathe
Terese HART	TL2	teresehart@gmail.com	+243998274380	teresehart
Innocent LIENGOLA	WCS	liengola@wcs.org	+243998298093	innocent.liengola1
André TUSUMBA	ACOPRIK	andretusumba1@yahoo.fr	+243816251638 +243990492258	atusumba
IKALI MONKENGO-mo- MPENGE	CREF	monkengo1@yahoo.fr	+243816517156 +243992558009	
Floribert BOTAMBA	AWF	fbotamba@awfafrica.org	+243999915109 +243819449250	fbotamba
Martin SURBECK	MPI	surbeck@eva.mpg.de	+493413550202	
Dieudonné MUSHAGALUSA	BCI	dmushagalusa@bonobo.org mcieudo@yahoo.fr	+243998164751 +243817777133	dieudo682
Pierrot MBONZO	Lola ya Bonobo	abc.mbonzo@gmail.com	+243993003261	
Renaud Fulconis	AWELY	renaud@awely.org	+33 2 38 65 55 12 +33 6 30 56 22 21	renaud.awely
Jo Thompson	Lukuru	lukuru@gmail.com		
Valentin OMASOMBO WOTOKO	ICCN	valomasombo@yahoo.fr	+243810395294	

ANNEXE 2 *Conservation Challenges Working Groups — Groupe de travail n°1*

Méthodes et mécanismes pour l'amélioration de la coordination et la collaboration entre ceux travaillant à la conservation du Bonobo

Réunion du samedi 27 mars 2010, AWF-Kinshasa Compte-rendu résumé

Méthodologie et fonctionnement du groupe de travail

Composition : il a été convenu d'inviter un représentant de l'ICCN et un représentant du Ministère. UICN/SGA contactera les deux institutions pour officiellement les inviter à contribuer aux travaux des différents groupes de travail.

Les discussions du groupe de travail ne se limiteront pas à ses membres, mais chaque membre, ou des sous-groupes de 2-3 personnes, aura la responsabilité de consulter d'autres parties prenantes en fonction des besoins en information ou de la nécessité de coordonner les activités et de collaborer sur des projets spécifiques.

La plupart des échanges se feront par voie électronique (courriel, Skype, forum). Un Google Group sera activé pour faciliter les communications. Le Google Group permettra donc de:

- A. lancer et suivre des discussions
- B. poster et accéder à des fichiers de référence ou d'archives

En fonction des contraintes, il a également été convenu de tenir une autre réunion physique entre les membres du groupe, vers la fin du mois de mai si possible, à confirmer. Le rapport du Groupe de Travail, à compiler par le Leader, doit être finalisé pour le 30 juin au plus tard.

Une série de tâches, ou points d'action, seront identifiées au fur et à mesure des travaux, et les responsabilités respectives seront clairement mentionnées. Pour chaque tâche, une échéance précise sera signalée, qu'il est impératif de respecter. Dans le cas d'une demande de validation ou de questions spécifiques posées au groupe, le dépassement de l'échéance sans réaction ou commentaire de la part de certains membres impliquera une validation automatique.

Premiers points d'action (« Tâches »)

Le leader du groupe de travail va distribuer une proposition de « termes d'engagement » entre les parties impliquées dans la conservation du Bonobo, document produit dans la foulée de la réunion d'Arlington en 2009 (TSK01, Tous).

Le groupe a choisi d'utiliser la problématique de la viande de brousse comme point d'entrée pour aborder les thèmes dont il a la charge (partage de l'information – coordination – collaboration).

La seconde tâche consistera à localiser et à distribuer le draft de stratégie nationale sur la viande de brousse déjà existant, afin de l'analyser et de pouvoir y arrimer les tâches futures du groupe de travail (TSK02, Benoît Kisuki).

Tous les membres du groupe vont distribuer les informations existantes sur la viande de brousse (Bonobo) dans leurs sites respectifs. Pour les sites qui ne sont pas représentés au sein du groupe, chaque membre identifiera éventuellement les partenaires qui pourraient être contactés afin qu'ils puissent fournir leurs propres informations (TSK03, Tous).

Autres tâches identifiées, dont le leader a la responsabilité :

- 1) Ouverture d'un compte Google Group pour les travaux et les communications de ce groupe de travail
- 2) Consultation de sites internet traitant de la problématique de la viande de brousse, et communication éventuelle avec leurs responsables (Bushmeat Crisis Task Force, TRAFFIC, etc.)
- 3) Obtenir l'historique des Bonobos captifs à Lola-ya-Bonobo
- 4) Contacter Innocent Liengola (WCS) pour confirmer sa participation au groupe de travail
- 5) Assurer la liaison avec Liz Williamson pour les contacts avec l'ICCN et le Ministère

ANNEXE 3

Terms of Engagement

The purpose of these Terms of Engagement is to establish guidelines for working relationships among bonobo conservationists and researchers.

We agree to the following terms of engagement in our interactions, both among members of the group and with others involved with bonobo conservation.

I. *Communication*

- A) We will be *respectful* of each other, recognizing our shared goal of protecting bonobos and their tropical forest habitat in the Democratic Republic of Congo.
- B) We will communicate relevant information *within our respective organisations*, in order to brief our colleagues and ensure coherent and consistent messages.
- C) We will be *responsive* and *actively engaged* in our interactions with colleagues. We will strive to reach consensus on concerns of shared interest, while also acknowledging the value of different approaches and perspectives on conservation issues.
- D) We will not discredit other individuals or organizations through open media (e.g., websites, blogs) and we will use caution and discretion in copying others on email. Likewise, we will not discredit other individuals or organizations through interference with donors, DRC government officials or stakeholders.
- E) We will acknowledge and credit our colleagues and partners (individuals and organizations) for their work and contributions, such as citing relevant previous and current work.

II. *Geographic Scope*

- A) We will ask for input of relevant colleagues in the visioning and planning process of projects or research sites that geographically *overlap*, *abut* or are in *close proximity* in order to coordinate approaches, develop common visions when appropriate and to minimize conflict and contradictory messaging to stakeholders and other partners.

- B) In the case of overlapping areas, concerned parties agree to develop a non-competitive MoU to clarify their work (and methodology) and relationship.
- C) In meetings, every attempt should be made to include all active and invested players involved in the same regional areas and/or pertinent issue areas.

III. *Information Sharing:*

- A) To promote the range-wide conservation of bonobos, we agree to share survey data and related information, based on approval by our organization, that would assist in the timely evaluation of conservation sites, and where possible, to provide survey data to the IUCN/SSC A.P.E.S. database housed at the Max Planck Institute.
- B) Other biological and socioeconomic information – applied research findings, grey literature – of relevance to decision making will be provided to interested colleagues either directly or through existing knowledge sharing systems (e.g. CARPE website or Bonobo ListServes).

IV. *Conflict Resolution.* We agree to use the following steps to resolve conflict among members:

Step 1: One-on-one talks in a neutral place,

Step 2: Form an advisory group with members chosen by and approved by all participants,

Step 3: Involve a mediator.

In project planning, we agree to anticipate issues and problems that might impact others, and prepare for them in advance. If problems ensue we will use the above steps for resolution.

V. *Donor¹ relations:* When requested by a donor or other institution to review the merits of a proposal or work of another colleague who also adheres to these Terms of Engagement, we commit to focus only on technical merits and to avoid anything that could be interpreted as character assassination or slander.

We agree that nothing in these ToE shall create an employee-employer relationship, partnership, joint venture, or agency relationship of any kind among the Parties. None of us has the authority to create any obligation, express or implied, on behalf of another adherent to these Terms of Engagement or on behalf of our institutions as a whole.

In recognition that we are one part of a larger community of bonobo conservationists and researchers, we will also work to engage other individuals and organizations to commit to these same terms of engagement.

Further, in recognition that we are one part of a larger community of conservationists and researchers working on non-bonobo matters in bonobo range, we will also work to engage these other individuals and organizations to commit to these same terms of engagement.

We, as bonobo researchers and conservationists, agree individually and collectively to honor/adhere to the above terms of engagement.

¹ Foundations, granting agencies, government agencies, multilaterals, grant-making partners, private donors